

16 NOVEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-131-DC

Le seize novembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le neuf novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence (sauf 115 et 119)

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE (sauf 115-119-127)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence 115-127- sauf 119), Michel PATTEE (115 à 121) (Présidence 119), Nicole MOISY (115 à 141), Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (115 à 122), Grégory PIERRE (116), Marc BONNIN (116 à 150), Anatole MICHAUD, Béatrice BERTRAND (sauf 115-127), Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA (115 à 130), Thomas GUILMET (115 à 133), Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (115 à 133), Gilles TALLUAU (sauf 115-127)

Conseillers, Didier ROUSSEAU (116), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (115-127), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN (115 à 148), Jean-François MIGLIERINA (115 à 123 - sauf 115), Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Patricia COCHET, Éric POEHR (115 à 141), Isabelle DEVAUX, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET (116 à 123), Bernard HENRY (sauf 125)

Absent (s) / Excusé(s) :

Frédéric MORTIER, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Catherine EVILLARD, François BREE, Sylvain LEFEBVRE, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT, Gaëlle FAURE, Arlette BOURDIER, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Alain BOISSONNOT à Christian GALLE, Didier ROUSSEAU à Eric TOURON (115-117 à 150), Arlette BOURDIER à Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT à Marc-Antoine NERON, Olivier DESCHARD à Jacqueline TRADIVEL, Bertrand CHANDOUINNEAU à Jean-Pierre ANTOINE, François BREE à Nicole MOISY (115 à 141 - sauf 115-127), Noël NERON à Sophie TUBIANA (115 à 130), Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Jean-François MIGLIERINA à Sandrine LION (124 à 150 – sauf 127), Michel PATTEE à Myriam de CARCARADEC (122 à 150), Catherine EVILLARD à Eric POEHR, Sylvain LEFEBVRE à Nicole PEHU

Secrétaire de séance : Bruno CHEPTOU

	DC 115	DC 116	DC 117 118	DC 119	DC 120 121	DC 122 123	DC 124	DC 125	DC 126	DC 127	DC 128 à 130	DC 131 à 133	DC 134 à 141	DC 142 à 148	DC 149 150
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	54	63	61	59	61	59	57	56	57	53	57	56	54	52	51
Absents - Excusés	27	18	20	22	20	22	24	25	24	28	24	25	27	29	30
Pouvoirs	10	10	11	11	11	12	13	13	13	11	13	12	12	11	11
Votants	64	73	72	70	72	71	70	69	70	64	70	68	66	64	63

SCOT SAUMUR VAL DE LOIRE – AVIS SUR LA COMPOSITION DE LA CONFERENCE REGIONALE DE GOUVERNANCE (CRG) DE LA POLITIQUE DE REDUCTION DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE

Contexte de la mise en place de la Conférence Régionale de Gouvernance

Avant la loi du 20 juillet 2023, la concertation locale était assurée par la Conférence Régionale des SCoT, instance prévue par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Cette dernière a formé des propositions de territorialisation de l'objectif de sobriété foncière, remises à la Région le 21 octobre 2022.

Elle est restée un partenaire privilégié de la Région, qui a toutefois souhaité élargir la concertation à l'ensemble des EPCI de la Région, à quelques représentants de l'Etat, aux Chambres consulaires, aux Etablissements Publics Fonciers, aux Parcs Naturels Régionaux, aux Agences d'urbanisme.

La représentation communale était assurée par les Représentants de l'Association des Maires et Communautés de France (AMF).

Accusé de réception
049-200071876-20231116-2023-131-DC-DE
Date de télétransmission : 22/11/2023
Date de réception préfecture : 22/11/2023

Pour favoriser la concertation locale avec la Région dans le cadre de l'évolution du SRADDET, la loi du 20 juillet 2023 instaure la mise en place d'une Conférence Régionale de Gouvernance (CRG), pilotée par la Présidente de Région, en lieu et place de la Conférence des SCoT. Cette conférence est consultée sur la déclinaison des objectifs et leur suivi, ainsi que sur l'identification des projets d'envergure nationale ou européenne et sur la liste des projets régionaux.

La composition "par défaut" (composition donnée par la Loi, à instaurer en l'absence d'une majorité d'avis favorables des collectivités consultées) est de 57 membres. Dans son courrier daté du 28 septembre dernier, Christelle MORANCAIS, Présidente de la Région, nous propose d'élargir la composition de la gouvernance aux 71 Présidents EPCI et aux 14 Présidents de structures porteuses de SCoT (hors SCoT mono EPCI). Ainsi, chaque territoire compétent en matière d'urbanisme pourra y siéger, dont un siège assuré pour Saumur Val de Loire (ce que n'assure pas la composition "par défaut" de la Loi de juillet 2023).

Composition de la Conférence Régionale de Gouvernance "sur mesure"

Il nous est proposé de valider une composition « sur mesure » proposée par la Présidente du Conseil Régional composée de 120 membres votants et de 19 membres siégeant à titre consultatif.

Les 120 membres votants sont :

- La Présidente du Conseil Régional ou son représentant ;
- 14 élus régionaux ou leur représentant ;
- Les 71 Présidents d'EPCI ou leur représentant ;
- Les 14 Présidents des structures porteuses de SCoT ou leur représentant (hors SCoT mono EPCI) ;
- Le Président de la Conférence Régionale des SCoT ;
- 16 Maires :
 - 1 en PLU et 1 en RNU par département qui seront désignés en lien avec les 5
 - Associations départementales de Maires et Présidents de communautés ;
 - 1 par département désigné en lien avec les 5 Associations départementales des Maires ruraux de France ;
 - Le Maire de l'Île d'Yeu ou son représentant.
- 3 représentants de l'Etat désignés par le Préfet de Région.

Les membres siégeant à titre consultatif sont au nombre de 19, et sont :

- 5 Présidents des Départements ou leur représentant ;
- 4 Présidents des PNR ou leur représentant ;
- Président du CESER ou son représentant ;
- 3 Présidents des Agences d'urbanisme ou leur représentant ;
- 3 Présidents des EPF ou leur représentant ;
- 3 Présidents des Chambres consulaires ou leur représentant.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénézé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du Territoire et Habitat du 7 novembre 2023 ;

Considérant qu'afin de valider cette nouvelle composition, 50% des collectivités compétentes en PLU doivent délibérer d'ici le 20 janvier 2024. Par ailleurs, pour respecter le calendrier d'évolution du SRADDET, il est demandé aux collectivités concernées de se positionner avant la mi-novembre 2023,

Considérant l'exposé ci-avant sur l'intérêt de la mise en place d'une composition "sur mesure" de la Conférence Régionale de Gouvernance,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20231116-2023-131-DC-DE
Date de télétransmission : 22/11/2023
Date de réception préfecture : 22/11/2023

D'ÉMETTRE un avis favorable sur la composition de la Conférence Régionale de
Gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols de la Région des Pays
de la Loire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 68 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »